

« *Make America **Gilded** Again* » ou que veut dire revenir à l'âge du doré (MAGA), à l'âge du toc, une période d'expansion économique, d'injustice sociale et de globalisation hybride



Montage chatGPT à partir du contenu de l'article

Pour Trump l'âge d'or, the *Golden Age* - 1865, fin de la guerre de Sécession à 1901, assassinat du président McKinley, défenseur des droits de douane - c'est celui des « tarrifs », des taxes douanières, qui fournissent au 19e siècle la plus grande part des ressources du Trésor américain. C'est aussi l'absence d'impôts sur le revenu, tout particulièrement pour les grandes fortunes. Mais les droits de douane sont-ils les principaux facteurs explicatifs du succès américain de la fin du 19^e ?

Après 7 mois de pouvoir, la stratégie de Trump et de son équipe, sous des apparences fantasmagoriques, est assez claire : renverser un ordre libéral pour le remplacer par un ordre tributaire autoritaire assez classiquement impérialiste, idéologiquement totalitaire et antidémocratique proche au final de l'ordre russe et chinois. Du « stalinisme numérique », en quelque sorte, porté par l'extrême droite américaine.

La « stratégie inversée de Robin des bois » : faire payer les pauvres pour enrichir les riches

Le modèle fantasmé de l'âge d'or permet d'enchanter la politique économique de Trump aujourd'hui. Elle consiste notamment à faire du « Robin des bois à l'envers », faire payer les pauvres pour enrichir les riches, comme l'écrivent Jared Bernstein et Ryan Cummings,

anciens conseillers économiques de Joe Biden (*New York Times* du 10 août 2025) : « qu'il s'agisse de droits de douane historiquement élevés qui ne semblent jamais se stabiliser, d'expulsions massives qui menacent de perturber gravement l'offre de main-d'œuvre dans des secteurs comme la construction et les services de santé, ou d'une loi budgétaire à effet « Robin des Bois inversé » qui retire des fonds à ceux qui sont le plus susceptibles de les dépenser, les politiques de M. Trump ont fait grimper l'incertitude économique à des niveaux qu'on n'avait plus vus depuis le début de la pandémie. Cette incertitude freine l'investissement, l'embauche et la consommation, tandis que les droits de douane font monter les prix. En d'autres termes : [on va vers] la stagflation. »

Paul Krugman, dans sa newsletter du 3 août 2025, compare la politique de Trump avec celle de la loi tarifaire protectionniste Smoot-Hawley de 1930. Elle avait conduit elle aussi à une très forte augmentation des droits de douane de 15 à 18%, soit l'équivalent des droits de douane d'aujourd'hui. Cette loi avait accéléré la crise de 1929 en provoquant des mesures de rétorsion douanière de la part des autres pays qui produisirent à leur tour un chômage massif, puis la guerre...

La hausse des droits de douane, d'après Paul Krugman, devrait aussi entraîner une hausse des prix autour de 2%, ce qui équivaldrait à une baisse du pouvoir d'achat des familles de la classe moyenne de l'ordre de 2000\$ par an. Pour Krugman, la stratégie des tarifs douaniers est d'abord une guerre de classe au profit des plus riches, puisque ce sont les consommateurs finaux qui vont payer le surcoût (« a class war against middle- and lower-income Americans in favor of the wealthy »).

Trump, lui-même, n'exclut pas une récession. Mais pour lui, ce n'est pas grave. Les pauvres n'auront qu'à acheter moins de jouets : « *peut-être que les enfants auront deux poupées au lieu de 30 ! Et peut-être que les deux poupées coûteront quelques dollars de plus que d'habitude* », a-t-il déclaré le 3 avril 2025. Comme l'écrivait La Rochefoucauld au 17^e siècle : « Nous avons tous assez de force pour supporter les maux d'autrui. »

Le 17 août 2025, Paul Krugman détaille le mécanisme de stagflation dans sa lettre sur « L'économie de la stagflation, Partie I — Quels sont les risques ? Et quelle est leur ampleur ? » Le cœur de sa démonstration, à partir d'une analyse historique de l'économie américaine et notamment de la forte récession provoquée par Volker en 1979 dans sa lutte contre l'inflation, est qu'une inflation est « enracinée » (*entrenched*) dans l'économie quand les entreprises anticipent que les prix vont monter et que les concurrents vont aussi les faire monter pour compenser l'augmentation des coûts liés à l'inflation.

Pour que les entreprises n'augmentent pas leurs prix, il faut qu'elles s'attendent à ce que la FED agisse contre l'inflation. C'est ce qui a été fait par le gouvernement Biden en 2021 au moment de l'inflation provoquée par le freinage des flux de conteneurs lié au COVID et [le transfert inattendu de la consommation vers de nouveaux secteurs non prévus, comme le bricolage](#) (lien avec une analyse anthropologique de la crise). L'inflation monte à 9% en juin 2022, en parallèle, les taux de la FED montent à 5,50% en mi 2023. Plus tard, les ports se désengorgent puis l'inflation redescend, sans créer de stagflation, parce que l'inflation n'était pas enracinée dans l'économie et que la FED a joué son rôle.

Pour que cela marche, il faut que la FED soit crédible, ce qui risque de ne plus être le cas avec Trump qui souhaite éliminer Powell au profit d'un nouveau gouverneur, peut-être Stephen Miran, son chef économiste, qui pourrait accepter de baisser les taux et ainsi de ne pas lutter contre l'inflation, et donc avec des risques de stagflation, avec probablement une inflation forte, des coûts de production élevés et une baisse des emplois, du pouvoir d'achat et de la consommation et donc une potentielle stagnation économique. Cela serait dramatique socialement, mais peut être bénéfique par rapport aux émissions de CO2 qui ont baissé de 5% pendant le Covid.

Une stratégie « d'État suzerain » : imposer un tribut pour le paiement de la dette américaine et des investissements par les pays occidentaux

En juillet 2025, l'inflation liée à la production était de 0,9% (*Wall Street Journal*) pendant que les droits de douane rapportaient autour de 150 milliards de dollars en 3 mois au lieu des 70 à 100 milliards de taxes douanières annuelles classiques. Cela reste faible par rapport au montant de la dette américaine. Mais c'est une somme importante.

Une inflation forte a aussi des avantages. Elle ferait baisser le coût de la dette. D'après l'économiste Federico Fubini : « une Fed politisée pourrait baisser les taux comme Trump le souhaite, même si le plein emploi et une inflation importée par les droits de douane ne le justifiaient pas. Cela réduirait immédiatement le coût des intérêts, ou au moins ceux des obligations à court terme, sur les plus de 10 000 milliards de dollars de dette émise chaque année. Cela relancerait l'inflation, ce qui produirait une érosion de la valeur réelle du stock de dettes existant [...] Si Trump affaiblit la Fed, cela ne fera que provoquer de nouvelles baisses du dollar. Une baisse de 10 % supplémentaire, hypothèse plausible, ferait chuter de 200 milliards d'euros la valeur de nos investissements européens en dette américaine. » (*Le Grand Continent* du 31 juillet 2025)

Federico Fubini explique que la dette américaine représente aujourd'hui plus d'un tiers de la dette publique mondiale, 35 000 milliards de dollars sur un total de 102 000 milliards, selon les données du Fonds Monétaire International, et les deux tiers de la dette de l'OCDE (59 000 milliards) [...] la moitié des nouveaux titres de dette émis dans le monde en 2025 seront des bons du Trésor américains [...] Trump ne fera qu'empirer les choses, avec les plus de 3 000 milliards de nouveaux déficits promis au cours des dix prochaines années via son « Big Beautiful Bill ».

C'est une situation très dangereuse pour l'Europe, car « nous ne nous en rendons pas bien compte, mais le risque est direct, profond, presque existentiel. Notre degré d'exposition est massif. Aujourd'hui, l'Europe est le premier créancier mondial du gouvernement américain, devant la Chine et le Japon. Rien qu'en Belgique et au Luxembourg, on trouve 827 milliards de dollars de créances sur les États-Unis. Ajoutez la France (375 milliards), l'Irlande (327), l'Allemagne (102), et les investissements de la zone euro dans la dette américaine sont 1,5 fois ceux du Japon et deux fois ceux de la Chine. Et cela sans compter les flux via la Suisse (303 milliards) ou le Royaume-Uni (809 milliards).

Au total, l'exposition de la zone euro pourrait atteindre 2 000 milliards de dollars sur 9 000 milliards de dettes extérieures américaines. » (*Le Grand Continent* du 31 juillet 2025). Les États-Unis se financent de plus en plus à court terme ce qui permet d'emprunter avec des taux plus bas et avec un dollar qui se dévalue au fur et à mesure et donc qui fait baisser le coût du remboursement, mais avec un risque d'être plus sensible à une montée des taux d'intérêt qui augmente le coût de la dette.

C'est pourquoi, pour Trump, les taxes douanières doivent d'abord servir à rembourser la dette américaine, à limiter le déficit commercial en limitant les importations, comme celles de l'or suisse dont les Américains sont friands et qui explique l'imposition de droits de douane de 40% pour la Suisse, à payer les investissements aux États-Unis et à être utilisées comme moyen de chantage contre des pays comme le Brésil pour défendre Bolsonaro, ou l'Inde, pour l'empêcher d'acheter du pétrole russe.

Pour Trump et son équipe (Cf. Peter Navarro, 2008, *The Coming China Wars Where They Will Be Fought and How They Can Be Won*, Pearson Education. Édition du Kindle) cette stratégie s'inscrit dans un constat plus général qui est que l'ordre mondial mis en place par les Américains à partir de 1945, avec le FMI, la Banque mondiale, le GATT/OMC, l'ONU et l'OTAN, etc., dans un sens d'une ouverture libérale des marchés mondiaux, ne joue plus en leur faveur et cela depuis 2001, année d'entrée de la Chine dans l'OMC. En effet, [la Chine, au lieu de se laisser plumer par les occidentaux et par la Russie/URSS](#) (sur une perception chinoise de l'échec de l'URSS et des États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale et

après, en 2025) comme tout au long du 19e et du 20e siècle, en détournant les règles de l'OMC (cf. Tim Clissold, 2011, *Mr China - Comment perdre 450 millions de dollars à Pékin après avoir fait fortune à Wall Street*, Saint Simon), en pratiquant des comptabilités parallèles, en créant des usines pour détourner les investissements occidentaux ou en fabriquant des contrefaçons, a imposé des joint-ventures à majorité chinoise et qu'on lui communique les plans industriels.

Ensuite, la Chine a éliminé une par une les entreprises étrangères comme Google, Uber ou Carrefour. Cette politique « libérale-protectionniste » a joué en défaveur des États-Unis et a creusé sa dette. Il faut faire feu de tout bois pour en sortir sans pénaliser ceux qui soutiennent Trump, à commencer par l'économie numérique. Pour justifier son action Trump va mobiliser l'imaginaire de l'âge d'or, c'est-à-dire du *gilded age* mais en « oubliant » que la réussite américaine repose sur d'autres facteurs moins brillants socialement et très différents économiquement.

L'âge du plaqué or ou l'amour du rococo

Dans un article sur la série télévisée 'The Gilded Age', Molly Jong-Fast reconnaît que la série vaut la peine d'être regardée ne serait-ce que pour les chapeaux et les robes de Berta Russell (*New York Times* du 10 août 2025).

Elle fait écho à un passage de l'économiste Thorstein Veblen qui dans son livre de 1899, en plein *gilded age*, *Théorie de la classe de loisir*, décrit cette nouvelle classe qui vient d'émerger dans la deuxième moitié du 19^e siècle et pour qui « le gaspillage ostentatoire est un principe directeur » (Gallimard, 1978, p. 78).

Le gaspillage ostentatoire conditionne la norme qui définit la mode par mimétisme, que ce soit « dans les pratiques de dévotion », « le harnachement et l'équitation [pour lesquels] la montée et l'assiette sont correctes ou réputées belles si elles sont conformes à l'usage anglais, tout comme les allures du cheval » (p.95). Cette norme ostentatoire s'étend jusqu'au costume de la femme, comme on peut le voir dans la série télé : « la toilette féminine accuse avec plus de force encore l'abstention de toute activité productive. Plus sûrement que le haut-de-forme, les chapeaux des élégantes rendent tout travail impossible : cela ne se discute même pas [...] voilà bien le motif réel de notre attachement à la jupe : elle coûte cher, elle empêche les mouvements, et interdit tout exercice utile. On peut en dire autant de la chevelure que les femmes portent excessivement longue, ainsi que le veut l'usage. » (pp.112-113) Le corset témoigne encore plus du « loisir ostentatoire ». Il est comme une preuve que les femmes ne travaillent pas puisqu'il est censé lui enlever toute « vitalité [...] à rendre en permanence et de toute évidence inapte au travail. » (p. 113).

C'est pourquoi conclue Molly Jong-Fast « notre gouvernement prépare son plan pour faire entrer à nouveau l'Amérique dans un Âge doré. Après tout, M. Trump a déjà commencé avec la Maison-Blanche. » Elle fait allusion à un article d'Emily Keegin : « Le Bureau ovale de Trump est un cauchemar rococo doré, au secours » (*NYT* du 27 mai 2025) qui décrit comment Donald Trump a truffé le bureau présidentiel de décorations dorées de style rococo, un style particulièrement chargé et pompeux du 18^e siècle faisant suite au baroque européen. Cependant à part ce penchant pour le toc et le gaspillage ostentatoire, la série ne laisse pas voir la partie la plus sombre de la réalité historique.

Une série qui se regarde avec plaisir tout en masquant le coût humain de « l'âge d'or » américain.

La série est aseptisée socialement. Elle n'évoque pas le darwinisme de l'époque qui justifie le succès des grandes fortunes sans grande préoccupation pour les pauvres, les paysans et les ouvriers. Une grande partie était des migrants européens vivants dans des conditions très précaires dénoncées par les *muckrakers*, les journalistes d'investigation du *gilded age*, sans compter la discrimination raciale encore bien vivante au Sud et dont le Nord n'est pas exempt. L'espérance de vie était de 48 ans et beaucoup d'enfants mourraient avant 5 ans. « La série effleure la lutte pour le droit de vote des femmes, mais ne dit presque rien de ce que signifiait être une femme pauvre à cette époque, si ce n'est une visite dans une maison close. Le sexisme de l'époque surgit de temps à autre, tout comme le racisme, mais tout cela reste maintenu à une distance polie. » (*NYT*, 10 août 2025).

Pour Molly Jong-Fast : « ce qui manque à la série, ce sont les taudis, les usines, les maladies. C'était une époque presque sans régulation, et nous savons ce que cela signifiait [...] Cette période n'était pas si glamour pour les 146 ouvriers, en grande majorité des jeunes femmes, morts dans l'incendie de la Triangle Shirtwaist Company [une entreprise new-yorkaise qui fabriquait, à Greenwich, des corsages, *shirtwaist*, pour la classe moyenne, plus souples que les corsets de la bourgeoisie oisive décrite par Veblen]. Nous avons aujourd'hui des réglementations de sécurité au travail qui interdisent d'enfermer les ouvriers dans une usine [les portes des ateliers étaient bloquées au moment de l'incendie, en 1911, pour favoriser le contrôle et limiter les vols] du moins, nous sommes censés en avoir, tant que notre capitalisme conserve un minimum de règles. Il n'est pas difficile de voir que nous nous dirigeons vers une crise provoquée par les financiers et oligarques anti-régulation qui composent le premier cercle de M. Trump. Eux s'en sortent, et le reste d'entre nous importe peu. »

Elle ajoute : « Les dames de la série *The Gilded Age* s'inquiètent de leur statut et de leur réputation, mais elles n'ont aucune idée de ce qui les attend : deux guerres mondiales, la Grande Dépression, des révolutions à travers le monde. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la guerre, à la famine, à l'intelligence artificielle et au changement climatique, et nos riches paraissent tout aussi déconnectés, s'affairant dans leurs jets privés et yachts, privatisant Venise pour leurs mariages somptueux. » En conclusion, elle écrit : « la série est une délicieuse distraction, mais un retour à quelque chose qui ressemble au véritable Âge doré ne devrait être l'objectif de personne. » (*NYT*, 10 août 2025)

Avec Donald Trump le *gilded age* devient un *golden age*. Il ne retient que la surface de la société, celle qui brille, le clinquant : « nous étions à notre apogée entre 1870 et 1913 [déclare-t-il]. C'est alors que nous étions un pays de tarifs douaniers. Et puis ils sont passés à un concept d'impôt sur le revenu. De même Howard Lutnick, aujourd'hui secrétaire au Commerce, a expliqué l'automne dernier combien il préférerait cette époque, quand « nous n'avions pas d'impôt sur le revenu, et tout ce que nous avons, c'était les tarifs douaniers, » comme le rappelle l'article de l'*Associated Press*, signé par Will Weissert, du 10 mars 2025 et relayé par PBS News.

En réalité, c'est l'époque des « capitaines d'industrie » de « l'âge d'or », avec Cornelius Vanderbilt (chemin de fer), John D. Rockefeller (pétrole), Andrew Carnegie (aciérie), John Pierpont Morgan (finance), John Jacob Astor (immobilier) et quelques dizaines d'autres. Les muckrackers les rendront célèbres sous le nom de « barons voleurs ». Ils « renaissent » aujourd'hui sous la forme des patrons des GAFA (Google, Apple, Facebook/Meta et Amazon) sans oublier Elon Musk, Peter Thiel ou Alex Karp.

Tout cela est bien connu en France, grâce notamment aux dossiers de juillet 2025 dans *Les Echos* sur *La conjuration des tech Bros*, par Frédéric Filloux, et ceux du *Monde*, sur *Les seigneurs de la tech*, par Raphaëlle Bacqué en collaboration avec Damien Leloup et Alexandre Piquard.

Derrière les droits de douane du *gilded age*, l'élimination des Indiens, la libération des terres et des ressources minières au profit des barons voleurs

Le 10 mars 2025, soit quelques semaines après la nomination de Donald Trump, le journaliste Will Weissert présente le modèle historique duquel s'inspire Donald Trump par rapport aux droits de douane du *gilded age*. Il cite l'historien Richard White, auteur de l'ouvrage *The Republic For Which Its Stands. The United State During Reconstruction And The*

Gilded Age, 1865-1896, Oxford University Press, Kindle) qui explique que « Trump idéalise une période marquée par la corruption au sein du gouvernement et des affaires, par des troubles sociaux et par les inégalités. » (*PBS News*, 10 mars 2025). C'est ce que dénoncent les « libéraux » au sein du parti républicain dans les années 1860/1870.

Richard White explique que suite à l'élection d'Ulysses S. Grant en 1868, les « libéraux [dans le contexte du 19^e siècle, un groupe favorable au libre-échange et opposé aux barrières douanières] s'attendaient à ce qu'après avoir étendu le suffrage universel masculin au Sud, [pour les hommes blanc et noirs, riches et pauvres, mais pas pour les femmes] Grant brise l'échine de l'ancienne « aristocratie » sudiste [pour l'empêcher de remettre en place un système esclavagiste], mette fin à la Reconstruction [en faisant cesser la tutelle fédérale qui coûte cher et pour redonner au Sud son pouvoir politique], réduise le pouvoir de l'État [pour que l'État intervienne le moins possible et que la démocratie se développe plutôt au niveau des communautés locales], déracine le système du patronage [avec le *spoils system* qui favorise le clientélisme du fait que les postes sont distribués à ceux qui ont soutenu le vainqueur] et la corruption, abolisse la protection et les subventions [qui désignent les importantes aides publiques accordées aux compagnies de chemin de fer et aux grandes entreprises sous forme de terres, d'argent ou de garanties] et instaure l'étalon-or [pour stabiliser la monnaie] » (p.181)

Il montre surtout « qu'il surestime de façon spectaculaire le rôle qu'ont joué les tarifs douaniers dans la stimulation d'une économie qui s'est en réalité développée surtout grâce à d'autres facteurs que la hausse des taxes américaines sur les importations. Et, ajoutent-ils, les politiques de l'Âge doré n'ont pratiquement rien à voir avec le fonctionnement du commerce dans une économie moderne et mondialisée [même si Trump affirme] que des droits de douane élevés et des taux d'intérêt bas, comme ceux qu'avaient les États-Unis après la guerre de Sécession, peuvent permettre de réduire rapidement la dette fédérale actuelle et de remplir les caisses de l'État, tout en stimulant les fabricants nationaux et en incitant les producteurs étrangers à s'installer aux États-Unis. » (*PBS News*, 10 mars 2025)

Cela veut dire que Trump souhaite supprimer l'impôt sur le revenu, la bête noire d'une partie des plus riches. Cependant cette substitution de l'impôt sur le revenu par les droits de douane ne va pas de soi. Karl Rove, le communicant qui a permis la victoire du président républicain George Bush, rappelle que « de 1863 à 1913, les droits de douane représentaient près de la moitié des recettes du gouvernement américain, alors qu'en 2024, ils ont compté pour moins de 2 % des recettes fédérales. » (*PBS News*, 10 mars 2025).

Pour mémoire, le budget fédéral américain tournerait autour de 6 000/6 800 milliards de dollars en 2025 et le déficit sur 6 mois autour de 1 600 milliards avec des rentrées de droit

de douane de 100 à 150 milliards sur trois mois, tout cela sous réserve de vérification par des spécialistes. Mais cela permet de mieux comprendre ce que représentent les 600 milliards de dollars demandés par Trump aux européens, même si ce sont plus des investissements que des droits de douane, de même que les 750 milliards d'achats d'énergie, avec probablement en plus des achats d'armements liés à la guerre en Ukraine. Le but est bien de faire payer les Européens, les Indiens et si possible les Chinois.

Le constat qui reste vrai est qu'à partir des années 1870, après la guerre de Sécession (cf. John Keegan, 2009, *La guerre de Sécession*), l'économie américaine connaît une forte croissance jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle est cependant faite de hauts et de bas.

Le plus important à retenir est que, d'après Douglas Irwin, professeur d'économie au Dartmouth College, « cette forte croissance n'est pas tant due aux tarifs douaniers qu'à la confiscation des terres des Amérindiens lors de l'expansion des États-Unis vers l'Ouest. Cela signifiait l'exploitation des ressources naturelles rencontrées en chemin, notamment l'or, l'argent, le bois, les pâturages et les terres agricoles, ainsi que le charbon, le cuivre et le pétrole, en particulier après la découverte [de l'immense champ pétrolifère] de Spindletop au Texas en 1901. » On est loin des droits de douane.

Ludovic Tournès, publie en 2020 un livre sur *l'Américanisation, une histoire mondiale (18^e – 21^e siècle)*, chez Fayard, qui confirme indirectement la place mineure des droits de douane dans le développement économique américain au profit de l'élimination des Indiens d'Amérique. Il rappelle qu'à la fin du XIX^e siècle, le terme américanisation « désigne le processus d'assimilation des immigrants dans la société états-unienne. » Elle concerne « autant les immigrants que d'une manière différente les indiens » (p.11).

L'assimilation des immigrés d'origine européenne doit conduire à une fusion, ce qui a été désigné sous le nom de *melting-pot*. L'assimilation des Indiens « à partir des années 1880 revêt une dimension coercitive : ceux qui n'ont pas été exterminés lors des guerres sont dépossédés des terres qui leur restent et se voient inculquer de force les valeurs états-unienne (christianisme, individualisme, propriété privée...) tandis que leurs pratiques culturelles sont systématiquement brisées [...] pendant ce temps, les Afro-Etats-Unien, considérés comme non intégrables, sont mis de côté par le système de la ségrégation instaurée dans le Sud à partir de 1896. » (p. 12). Il rappelle qu'à « la fin du XVIII^e siècle, environ 1 million d'Indiens sont présents à l'ouest du Mississippi. Cent ans plus tard, les trois quarts auront été exterminés. Le processus commence en 1790 avec la première guerre indienne et se clôt symboliquement en 1890 par le massacre de Wounded knee [dans le Dakota du Sud]. » (p.27).

Tout cela veut dire que la croissance américaine du 19^e siècle relève d'un mécanisme classique de conquête coloniale associé à un génocide et à une baisse de l'espérance de vie pour une partie de la population, comme l'Angleterre, suivie par la France, et d'autres, l'avait déjà fait, après tant d'autres empires dans l'histoire du monde (cf. Peter Frankpan, 2017, *Les routes de la soie*, Nevicata), au moment de la grande divergence énergétique entre le milieu du 18^e et celui du 19^e siècle (cf. Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence*, 2010 ; D. Desjeux, 2018, *L'empreinte anthropologique du monde*).

Le problème aujourd'hui c'est que tous les espaces sont occupés et que leurs occupants savent se défendre avec des armements modernes et non plus seulement avec des arcs et des flèches. Pour un certain nombre d'entreprises américaines, comme SpaceX (Space Exploration Technologies Corp) la société d'Elon Musk, la nouvelle voie c'est l'espace, autant en termes commerciaux que militaires.

Pendant le *gilded age*, les droits de douane qui pesaient sur les plus pauvres seront petit à petit remplacés par un impôt sur le revenu fédéral, moins irrégulier que les tarifs douaniers et plus justes. L'impôt sur le revenu est créé en 1913, ce qui conduit à une forte réduction des droits de douane « mettant fin, comme l'écrit Will Weissert, aux 43 années [celle du *gilded age*] que Trump décrit comme la période où le pays était le plus prospère. » (*PBS News*, 10 mars 2025)

Dès son arrivée au pouvoir, Trump crée un Service des Revenus Extérieurs « chargé de « collecter les tarifs, droits de douane et autres recettes liées au commerce extérieur ». Le secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, a suggéré que l'objectif de Trump était « d'abolir l'Internal Revenue Service et de laisser tous les étrangers payer, » comme le président McKinley. » (*PBS News*, 10 mars 2025).

Robert W. Merry, auteur de *President McKinley : Architect of the American Century* rappelle qu'en 1890 McKinley soutient le *Tariff Act* qui instaure le taux d'impôt sur les importations le plus élevé de l'histoire des États-Unis, « fixant des taxes de 49,5 % sur plus de 1 500 produits, allant du verre aux plaques d'étain en passant par le poivre de Cayenne. » C'est pourquoi McKinley est le président de référence de Trump. Il le qualifie de « grand président » et de « véritable homme d'affaires », affirmant qu'il avait « enrichi notre pays grâce aux tarifs douaniers et à son talent ». De plus, d'après Trump, les droits de douane ont aussi servi à rembourser les dettes liées à la guerre de Sécession. (*PBS News*, 10 mars 2025)

Cependant, d'après Robert W. Merry, « les résultats furent rapidement désastreux pour l'économie. » Cela « a entraîné une hausse des prix, de l'inflation, même avant l'entrée en vigueur de la loi [...] Les Américains infligèrent aux républicains des défaites écrasantes

aux élections de mi-mandat de 1890, chassant de nombreux sortants du Congrès, y compris McKinley. (*PBS News*, 10 mars 2025).

Pour l'économiste Douglas Irwin, il est difficile de conclure que cette période de droits de douane "fut un succès politique. Difficile de dire que ce fut un succès économique [...] Car nous avons passé une bonne partie des années 1890 avec un chômage à deux chiffres [...] les tarifs plus élevés augmentaient le coût de la vie pour de nombreux Américains, ce qui, combiné à une crise financière en Grande-Bretagne, contribua à déclencher la panique de 1893. Cela entraîna des faillites de compagnies ferroviaires, un krach boursier et une récession écrasante au cours de laquelle le chômage atteignit 25 % au niveau national. » (*PBS News*, 10 mars 2025)

McKinley profita de l'échec des républicains pour juguler la crise. « Il fut élu gouverneur de l'Ohio puis finit par remporter la présidence en 1896 avec un slogan de campagne repris par Trump : « Je suis un homme des tarifs, debout sur une plateforme de tarifs. » Il a été surnommé, de façon péjorative, le « Napoléon du protectionnisme » [...]

« Sa campagne fut également soutenue par de généreuses donations de grands industriels comme Rockefeller, farouchement opposés à son adversaire démocrate populiste, William Jennings Bryan. » [...]

« Tout comme à l'époque de McKinley, les géants du monde des affaires cherchent aujourd'hui à se concilier les faveurs de Trump. Le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, faisait partie des dirigeants de la tech qui se sont rendus au club Mar-a-Lago de Trump, à Palm Beach en Floride, où Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, était déjà un habitué, avant même le jour de l'investissement.

Meta, Google et Microsoft se sont joints à d'autres grandes entreprises pour donner 1 million de dollars au comité d'investissement de Trump, tandis qu'Amazon Prime Video prévoit de diffuser un documentaire consacré à la première dame, Melania Trump. Certains milieux d'affaires espèrent que Trump inaugurerait une nouvelle ère en matière d'antitrust, au cours de laquelle le gouvernement fera moins pour empêcher les regroupements d'entreprises hautement profitables. » (*PBS News*, 10 mars 2025)

Plus tard, McKinley évoluera. « Peu après avoir remporté sa réélection en 1900, McKinley commença à repenser la question des tarifs douaniers : la base industrielle américaine, plus forte et en plein essor, le rendait plus sensible à l'importance des marchés étrangers [...] McKinley a commencé à comprendre que, si nous voulions vendre nos produits à l'étranger, comme nous allions devoir le faire parce que nous produirions plus de biens que notre marché intérieur ne pouvait en absorber, il nous faudrait aussi accepter des biens en retour », explique Merry (*PBS News*, 10 mars 2025).

D'après Robert W. Merry, McKinley prononça à Buffalo, dans l'État de New York, un discours beaucoup moins favorable aux droits de douane à sens unique. Il utilise le « concept de réciprocité, qui disait : je suis prêt à réduire les tarifs [...] Ce fut sa première grande initiative après avoir été réélu », poursuit Merry. Le terme de réciprocité a été réinterprété par Trump dans le sens de rendre à l'Amérique ce qu'on lui aurait volé, un peu comme madame Thatcher qui en 1979 déclarait : "I want my money back" après que la Grande-Bretagne ait pas mal profité des richesses d'une partie du monde.

Dans ce discours du 5 septembre 1901, McKinley va plus loin et déclare : « Une politique de bonne volonté et de relations commerciales amicales évitera les représailles. Les traités de réciprocité sont en accord avec l'esprit du temps. Les mesures de rétorsion ne le sont pas. » Le lendemain de son discours de Buffalo, McKinley fut abattu par l'anarchiste Leon Czolgosz. Il mourut le 14 septembre 1901.

Trump a eu plus de chance. Après avoir échappé à son attentat le 13 juillet 2024, en Pennsylvanie, il est perçu par une partie de ceux qui le soutiennent comme un élu de Dieu. Il est chargé d'un rôle messianique : sauver l'Amérique contre la corruption et lutter contre les antichrétiens. C'est pour cela que le retour de l'affaire Epstein soulevant la possibilité d'une implication de Trump est mal vu par ses partisans chrétiens. L'article est publié dans le *Wall Street Journal* dont le propriétaire, Rupert Murdoch est un vieil allié de Trump. Cette publication peut être aussi le signe d'une fracture au sein des alliés de Trump dont certains estiment qu'il a fait son temps et qu'il faut le remplacer par son Vice-président, JD Vance, par exemple. A suivre...

Le gilded age : le temps des *muckrakers* et de la globalisation hybride des États-Unis

Mark Twain et Charles Dudley Warner, avaient déjà brocardé cette période dans leur célèbre livre *The Gilded Age: A Tale of Today* (1873). Un court extrait illustre bien les pratiques des « barons voleurs » : « Brown et Schaick [qui faisaient partie des familles acceptables de la haute société new-yorkaise, et notamment par la célèbre madame Astor] ont, ou vont avoir, le contrôle de toute la ligne de l'extension Salt Lick Pacific : quarante mille dollars le mile sur la prairie, avec supplément pour le sol dur (*hard-pan*) — et je peux te dire que ce sera quasiment tout du sol dur ; en plus, une section de terrain sur deux le long de cette ligne. Il y a des millions à se faire dans ce marché. J'ai le contrat de sous-traitance pour les cinquante premiers miles, et tu peux parier que c'est une affaire en or [...] Les yeux du colonel pétillèrent. « Ah, exactement. Le pays est en train de s'ouvrir. Tout ce qu'il nous faut, c'est du capital pour

le développer. Poser les rails et mettre la terre sur le marché. La terre la plus riche que le Bon Dieu n'ait jamais posée sur Son marchepied se trouve juste là. Si je disposais librement de mon capital, je pourrais l'investir pour en tirer des millions. » (p.155, kindle).

Leurs critiques rejoindront celles des muckrakers, les « ratisseurs de boue », sous Theodore Roosevelt, élu président après la mort de McKinley, un terme péjoratif au début. Ce sont des journalistes d'investigation, qui vont lutter contre la corruption à partir des années 1890. Ils vont populariser le terme de « barons voleurs ».

Ils avaient été précédés par *The Atlantic Monthly* fondé en 1857 à Boston. William Dean Howells (1837-1920) sera rédacteur en chef de *The Atlantic Monthly* entre 1871 et 1881. Il est un des promoteurs du réalisme américain. Apparemment, il connaissait l'œuvre de Zola. *Germinal* avait été publié en 1885 dans la série des Rougon-Macquart.

En 1994, le sociologue Matthew Shneirov décrit dans un livre sur la presse populaire comment les muckrakers dénoncent la misère ouvrière et la corruption. C'est une époque « où tout s'achète en politique : dans les magazines populaires, on parle de « gouvernement invisible » des villes par des hommes d'affaires qui dirigent des entreprises concessionnaires de service public, et des plus petites entreprises liées « au vice et au crime » comme les propriétaires de saloon, de maisons jeu ou de prostitution. » (*The Dream of a New Social Order, Popular Magazines in America, 1893-1914*, p 213).

Une partie des muckrakers sont proches des romanciers « réalistes » qui dénonçaient eux aussi les injustices et la misère ouvrière provoquée par les barons voleurs. En 1906, le romancier réaliste Upton Sinclair publie *La jungle*. Il décrit les conditions de vie très difficiles des ouvriers dans les abattoirs de Chicago pendant la fin du *gilded age*.

La population ouvrière était composée des vagues de migrations successives arrivées aux États-Unis : « Les étrangers s'étaient laissé prendre et avaient afflué en masse. Une fois que le vieux Durham (propriétaire de l'abattoir à Chicago) avec tiré d'eux tout ce qu'il pouvait, qui les avait brisés et anéantis, il les remplaçait. Les Polonais, accourus par dizaines de milliers, avaient été supplantés par les Lituaniens, qui eux-mêmes cédaient maintenant le pas aux Slovaques. (Kindle emplacements 1316)

Les conditions de logements étaient très dures : « il y avait en moyenne une demi-douzaine de pensionnaires par pièce, mais parfois 13 ou 14, soit 50 à 60 personnes par appartement. Les occupants apportaient leurs propres affaires : des draps, des couvertures et des matelas qui, posés les uns à côté des autres à même le sol, constituaient le seul ameublement en dehors du poêle. Il n'était pas rare de voir deux hommes, dont l'un travaillait de jour et l'autre de nuit, utiliser le même matelas. Très fréquemment, la logeuse louée en alternance un seul lit à des ouvriers travaillant en équipe. » (Kindle emplacement 521)

Le travail à la chaîne était généralisé : « pour garder la cadence imposée, on devait mobiliser l'ensemble de ses facultés ; dès l'instant où le premier bœuf tombait jusqu'au coup de sifflet de midi, puis de 12h30 à Dieu sait quelle heure de l'après-midi ou du soir, jamais il n'y avait le moindre répit, ni pour la main, ni pour l'œil, ni pour l'esprit. » (Kindle emplacement 1111).

Les conditions de travail étaient inhumaines : « après la disparition de la mère, comme le père a travaillé toute la journée en laissant les petits à la maison, ceux-ci durent se débrouiller par eux-mêmes. Sans l'aide des voisins, ils auraient plus d'une fois péri de froid. À la fin, ils restèrent sans personne pendant trois jours avant qu'on ne s'aperçoive que leur père était mort. Engagé chez Jones comme « éventreur », il avait été écrasé contre un pilier par un tourillon blessé qui avait rompu sa longe. Les enfants furent emmenés et l'entreprise revendit la maison, la même semaine, à de nouveaux immigrants. » (Kindle emplacement 1348). La maladie non plus n'est jamais très loin : « la pneumonie batte le quartier à la recherche des constitutions affaiblies ; la mort fauchait ceux que la tuberculose avait diminués. » (Kindle emplacement 1541).

Il est clair qu'en dehors des très riches, il n'y a pas beaucoup d'Américains qui souhaitent revenir à cette période comme l'avait écrit Molly Jong-Fast dans le NYT du 10 août 2025.

Pour finir, rappelons que le *gilded age* participe aussi du mouvement de globalisation hybride, comme la dénomme Ludovic Tounès (*Américanisation*, 2020), mais qui n'est pas à sens unique : « Il faut prendre en compte qu'entre 1870 et 1945 se développe un intense flot de circulation entre les États-Unis et l'Europe » et j'ajouterais avec l'Asie, la Chine et le Japon (p. 63).

Cela est frappant dans les domaines de l'art et de la culture : « c'est à partir des années 1850 que les peintres états-uniens multiplient les contacts avec le vieux continent, et prioritairement avec Paris, alors centre de gravité de la production mondiale. Le peintre James Abbott McNeil Whistler « arrive ainsi en 1855 dans la capitale française ; ses travaux exposés au salon sont remarqués par Charles Baudelaire qu'il rencontre à cette occasion. » (Kindle p. 63). « Dans les années 1890, les peintres états-uniens représentent 25 % des peintres étrangers présents à Paris, » dont John Singer Sargent et plus tard, en 1905, Edward Hopper (Kindle p. 64). Par la suite, la peinture américaine sera influencée par l'immigration européenne, surtout après la Première Guerre mondiale.

En 1851, le commandant américain Mathieu Perry ouvre par la force le Japon à l'influence occidentale. Les mangas de Jirô Taniguchi et Natsuo Sekikawa, dans *Au temps de Botchan* tomes 1 et 2, à la fin des années 1980, racontent les états d'âme de certains

intellectuels japonais, dont le romancier Natsume Sôseki, face à la modernisation imposée par l'Amérique pendant l'ère Meiji.

Cependant, grâce à un marchand d'art parisien Siegfried Bing, dont la galerie s'appelle « La maison de l'art nouveau », en référence à l'influence des « mangas » japonaise dont ceux d'Okugai, la perspective japonaise, sans ligne de fuite à l'inverse de celle du quattrocento, va influencer de nombreux artistes français, comme Van Gogue, et américains, comme Helen Hyde, parmi bien d'autres (cf. *Japonism comes to America. The Japanese Impact On The Graphic Arts 1876-1925*, Julia Meech, Gabriel P Weisberg édés., 1990).

Une autre hybridation inattendue est celle du jazz : « la présence des musiciens d'origine européenne dans le jazz à ses débuts est une conséquence de l'importance de l'immigration dans le Sud dès les années 1830, allemand, hollandais, irlandais et italien affluent pour venir travailler dans le port de la nouvelle Orléans, troisième du pays après Boston et New York en raison de son marché aux esclaves. » De nombreux joueurs de jazz, dont des clarinettistes, seront issus de cette immigration. Ce sera surtout important après la Première Guerre mondiale : « à partir des années 1920, la présence de musiciens d'origine européenne augmente. Parmi de nombreux exemples, citons [le clarinettiste] Benny Goodman [...] Il fait partie des musiciens qui intègrent dans le jazz des éléments klezmer de la tradition musicale juive d'Europe centrale. » (p.76). De même, dans les années 1920, un jazz hybride, le "Shídài qū" (时代曲, mot à mot "chansons de l'époque") se développe à Shanghai, un mélange le jazz, de swing, de musique traditionnelle chinoise et de chant populaire. Il confirme la thèse de Ludovic Tounès d'une globalisation sans américanisation culturelle.

Pour le fun, du jazz chinois d'avant-guerre :

<https://www.youtube.com/watch?v=cVTUunPIERg&list=PL2DLxvPXRvxC1DFYhfimpOnSIC-KZNutJ&index=2>

Il y aura bien d'autres influences, notamment sud-américaines et cubaines qui montrent que si l'américanisation du monde, un autre terme pour globalisation, fonctionne bien sur le plan de la culture matérielle, des techniques, des machines et de l'organisation du travail, cette influence est beaucoup plus hybride dans le domaine de la culture au sens large.

En conclusion, il est intéressant de citer l'ouvrage très important de Maurice Godelier de 2023, *Quand l'occident s'empare du monde (XVe – XXIe siècle). Peut-on alors se moderniser sans s'occidentaliser ?* dans lequel il se demande « comment une poignée de peuples européens qui se faisaient la guerre en permanence ont-ils pu réussir au bout de cinq siècles (15^e -21^e siècle) à coloniser plus de 45 % des terres émergées, soumettre leur

population et exploiter leurs ressources. » (p. 11). Il ajoute surtout, en faisant référence à la révolution par le haut du Meiji japonais, « que « se moderniser » n'est pas un processus qui appartient seulement aux « temps modernes » de l'Europe occidentale. C'est un processus qui a pu se produire plusieurs fois dans l'histoire et pas seulement dans celle de l'Europe. » (P. 71).

Aujourd'hui, cette modernisation correspond à un fort courant de désoccidentalisation que ce soit en Inde, en Chine ou ailleurs. Cette thèse est peut-être plus convaincante que celle très stimulante d'Arnaud Oran sur le « capitalisme de la finitude », mais qui conduit à l'essentialiser, à l'inverse du travail de Maurice Godelier. J'ai la même remarque sur l'essentialiste à propos du livre tout aussi intéressant de Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance* (2020). Je crois plus aux modèles explicatifs qui montrent à la fois des constances et des variations, comme ce que fait Godelier, que des modèles qui pensent que ce que l'on vit est radicalement nouveau comme « le capitalisme de surveillance et son pouvoir instrumentarien » (Kindle p. 670) ou relève d'une essence cachée.

Mon hypothèse, en lisant ce livre, est que de façon inattendue, l'administration Trump est en train de réaliser une révolution par le haut, comme celle de Pierre Le Grand en Russie, du Meiji au Japon ou d'Atatürk en Turquie dont les contours et le contenu sont en train de se mettre en place.

Conclusion

L'État Trump est en train de se transformer en un État patrimonial et clientéliste dans lequel les biens privés et publics se mélangent. Nous avons connu cela en France par exemple avec Richelieu au 17e siècle (cf. Le livre de 1987, de Joseph Bergin, *Pouvoir et fortune de Richelieu*, dans lequel il montre que Richelieu pouvait autant puiser dans la caisse de l'État que lui fournir de l'argent provenant de sa propre cassette). C'était une configuration fréquente dans les États africains après les Indépendances (cf. Dominique Desjeux, 1990, *Le sens de l'autre*). Bien souvent, quand Trump négocie avec un autre État, il en profite pour faire du business en faveur de sa famille. Il nomme au poste important des personnes qui lui sont fidèles, quelles que soient leurs compétences. Il n'est parfois pas très loin du délit d'initié en faveur de sa clientèle. C'est très proche d'un régime mafieux. Les droits de douane ne touchent pas beaucoup les alliés directs de Trump. L'objectif est de créer un exécutif fort, peut-être pas très loin d'un régime monarchique, de supprimer la démocratie, et de favoriser les riches alors que « les pères fondateurs qui redoutaient tellement le despotisme monarchique, avaient rédigé une Constitution où le pouvoir ne semblait ne résider nulle part. » (Patrick Weil, 2024, *Un fou à la Maison Blanche*, p. 141).

C'est aussi un régime raciste dont les racines remontent assez loin si l'on suit James Whitman, professeur de droit comparé à la Fondation Ford à la Yale Law School, dans son livre de 2018, sur *Le modèle américain d'Hitler : comment les lois raciales américaines inspirèrent les nazis*. Il explique que « les États-Unis étaient, à l'époque de l'ascension des nazis, une terre de racisme, en particulier dans le Sud, dans le pays de « Jim Crow » (Kindle p.23). Il rappelle que « la ségrégation n'a jamais été au cœur du programme nazi [...] la préoccupation fondamentale du régime nazi du début des années 1930 concernées de domaine tout autre : en premier lieu, la citoyenneté ; en second lieu, la sexualité et la reproduction [...] Les nazis étaient absolument convaincus que « l'État a le droit de faire en sorte que sa population reste pure et sans mélange [...] les États-Unis étaient également à l'avant-garde en matière de création de formes de citoyenneté de seconde classe, *de jure* et *de facto*, pour les noirs, les Philippins, les Chinois et d'autres : et cela aussi fut d'un grand intérêt pour les nazis, qui entendaient bien créer leur propre forme de citoyenneté de seconde classe pour les juifs d'Allemagne. » (pp. 37 et suivantes). Ce sont aux États-Unis que les juristes nazis ont trouvé les fondements de leur législation raciste.

C'est en partie ce fond raciste qui renaît avec le trumpisme. Il n'y a qu'à lire l'article d'Alan Feuer du 23 août 2025 dans le NYT : « Lors du second mandat de Trump, l'agenda d'extrême droite entre dans le courant dominant » ou encore celui de David French « Ce pasteur évangélique [Douglas Wilson, un « paléoconfédéré » comme le dénomme French] veut supprimer le droit de vote des femmes ». On est au cœur du « modèle Landru » que je vois monter dans de nombreux pays et qui souhaite le retour de la femme au foyer, comme Landru !

C'est un régime totalitaire, un régime de « surveillance » comme le dit Shoshana Zuboff. C'est aussi un régime tributaire. Le principe du tribut relève aussi d'une vieille tradition impériale chinoise, comme le rappelle Marco Bernardoni dans son article « A 200 Years Crisis and its Knowledge », une crise de 200 ans et ce que l'on peut en tirer comme leçon pour aujourd'hui) publié en décembre 2019 chez Settimanews. C'est une façon de dominer sans avoir à faire de conquête militaire.

C'est pourquoi, à la fois, il « copie » la Chine et en même temps il renoue avec les totalitarismes sans État des sociétés traditionnelles dominées par le puissant contrôle social exercé de fait par la croyance dans la sorcellerie, comme je l'ai observé en Afrique (D. Desjeux, 1987, *Stratégie paysanne en Afrique Noire*). C'est à peu près ce qu'écrit Greg Ip dans le *Wall Street Journal* du 11 août 2025 : « Les États-Unis : vers un capitalisme d'État à caractéristiques américaines. Le président Trump imite le Parti communiste chinois en étendant le contrôle politique toujours plus profondément dans l'économie ». Il envoie l'armée en Californie ou à Washington DC, comme les barons voleurs le demandaient à l'État pour casser les grèves, ou

les mouvements supposés dangereux dans le cas de Trump. La société Palantir, en s'inspirant du *Seigneur des anneaux*, de Tolkien, remet aussi au goût du jour ces puissances maléfiques qui permettent de lever toutes les protections de la vie privée. À la fin de son livre *Un fou à la Maison Blanche*, en 2024, « comment empêcher une personnalité instable d'accéder et de demeurer au pouvoir, de mener un pays et parfois le monde à la catastrophe ?

Sources documentaires

Courrier International

Le grand Continent

Le Monde

Les Echos

The Conversation

New York Times (NYT)

Newsletters de Paul Krugman

Newsletters de Robert Reich

Wall Street Journal (WSJ)

XERFI Canal

Paris le 26 août 2025

